

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Indonésie & Papouasie occidentale > Mouvement ouvrier et salariat (Indonésie) > **Tuons le projet de loi, ou il nous tuera toutes et tous**

Tuons le projet de loi, ou il nous tuera toutes et tous

dimanche 22 novembre 2020, par [IZZATI Fathimah Fildzah](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2020).

Les syndicats et les mouvements sociaux indonésiens descendent dans la rue pour dénoncer la législation anti-travailleur·euse·s.

En raison de la menace que le projet de loi omnibus représente pour la société indonésienne, les travailleur·euse·s, les étudiant·e·s, les paysan·ne·s et les mouvements sociaux dans leur ensemble s'y sont opposé·e·s avec audace.

Le 5 octobre, en pleine pandémie de Covid-19, le Conseil représentatif du peuple indonésien (en indonésien *Dewan Perwakilan Rakyat*, DPR) a adopté le « projet de loi omnibus sur la création d'emplois », un ensemble de règlements sur le droit du travail, l'investissement et l'environnement auxquels [les mouvements ouvriers de tout le pays](#) se sont vigoureusement opposés.

Le projet de loi omnibus est le successeur du « [Plan directeur pour l'accélération et l'expansion du développement économique de l'Indonésie](#) » (MP3EI) ; tous deux ont été formulés pour créer un « climat favorable » à l'investissement. Depuis la purge anticommuniste de 1965, les dirigeant·e·s politiques indonésien·ne·s se sont attaché·e·s à favoriser la croissance économique et les investissements étrangers, quelle que soit leurs répercussions sur le bien-être des travailleur·euse·s.

Aujourd'hui, de nombreux articles inclus dans le projet de loi omnibus représentent un danger important pour le bien-être des travailleur·euse·s indonésien·ne·s et pour l'environnement. Le seul objectif du projet de loi est de favoriser l'accumulation de capital, c'est-à-dire de réduire les procédures de diligence raisonnable pour l'octroi de permis d'exploitation, de réduire les coûts de la main-d'œuvre, de perpétuer le système de flexibilité du marché du travail et de supprimer les activités syndicales.

Le gouvernement et le DPR ont tous deux fait valoir que l'assouplissement des permis d'exploitation des entreprises réduirait la corruption. Cependant, il est déjà clair que cela ne fera que donner aux grandes entreprises une marge de manœuvre pour exploiter les ressources naturelles ou construire des infrastructures avec moins de réglementation. Par exemple, [les exigences relatives à une procédure complète d'AMDAL \(analyse d'impact environnemental\), une norme minimale nécessaire à l'évaluation des activités des entreprises, seront assouplies.](#)

La « création d'emplois » n'est qu'un prétexte au sein du projet de loi omnibus. [L'histoire du « bonus démographique »](#), qui implique la surabondance d'une armée de réserve de main-d'œuvre, a justifié la prolifération d'emplois occasionnels faiblement rémunérés sur le marché du travail flexible de l'Indonésie. Elle [a également accru encore l'informalisation du travail](#), mettant fin à la sécurité de l'emploi et à la protection sociale de la classe ouvrière, qui est quasi-inexistante.

Hors les travailleur·euse·s du secteur formel ne connaissent que trop bien la précarité. Nombre d'entre eux sont déjà tenu·e·s par des arrangements de travail occasionnels ou officient dans des

environnements dangereux. Avec l'adoption du projet de loi omnibus, leur vulnérabilité sera étendue à tous les secteurs.

La rédaction du projet de loi est en soi une violation du processus démocratique, [n'impliquant que des représentant·e·s du capital](#). Le groupe de travail qui a donné son avis sur le projet de loi, entièrement rédigé par le gouvernement par l'intermédiaire du ministère de coordination des affaires économiques, était dominé par les associations d'entreprises indonésiennes, tandis que les représentant·e·s des travailleur·euse·s étaient exclu·e·s. De plus, dès le début, le gouvernement et le DPR ont refusé de diffuser publiquement le projet de loi.

En raison de la menace que le projet de loi omnibus représente pour la société indonésienne, les travailleur·euse·s, les étudiant·e·s, les paysan·ne·s et les mouvements sociaux dans leur ensemble s'y sont opposé·e·s avec audace. Bien qu'il soit dangereux de se rassembler pendant la pandémie, des centaines de milliers de personnes dans différentes villes descendent maintenant dans la rue...

Dans le même temps, la répression policière a augmenté de façon spectaculaire. [De nombreux·es·x manifestant·e·s ont été battu·e·s et arrêté·e·s sans droit à un procès équitable](#) et les récits de manifestations émeutières et de vandalisme continuent d'être repris par le gouvernement, les influenceur·euse·s des médias sociaux et les médias grand public pour délégitimer la protestation.

L'Indonésie est dans une situation désastreuse. Nous avons besoin que tou·te·s nos camarades internationa·les·ux soient solidaires de la résistance populaire en Indonésie, dirigée non seulement contre ce projet de loi draconien, en particulier, mais aussi contre tout type d'exploitation capitaliste.

Fathimah Fildzah Izzati est une chercheuse marxiste-féministe d'Indonésie et rédactrice en chef de [IndoPROGRESS](#).

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

L'Internationale Progressiste

<https://progressive.international/wire/2020-10-13-kill-the-bill-or-it-will-kill-us-all/fr>